



# NAISSANCE DU CIRC

# NAISSANCE DU CIRC

*Dans l'histoire des nations, on trouve rarement de bonnes raisons de rendre hommage à la générosité et à l'altruisme des gouvernements et des hommes au pouvoir : la naissance du CIRC offre l'une de ces rares occasions. – Lorenzo Tomatis*

*Ce sont les petites choses mises bout à bout  
qui permettent de réaliser de grandes choses.  
– Vincent Van Gogh*

## UNE IDEE – NOVEMBRE 1963

Il est souvent difficile de savoir exactement d'où viennent les idées, bonnes ou mauvaises. Mais on peut raisonnablement imaginer que l'idée de la création du CIRC, dédié à la lutte contre le cancer, est née de la perte d'un être cher emporté par cette maladie. C'est en effet la lettre émouvante d'un homme évoquant le décès de son épouse dans de terribles souffrances qui a bouleversé le rédacteur en chef du journal à qui elle était adressée et l'a convaincu d'agir. La compassion de ce dernier associée à sa détermination, à la puissance de ses relations et à l'optimisme des années 1960 ont participé à la dynamique du changement. Ces actes individuels, suscités par l'émotion et l'altruisme face à un fléau qui n'épargne aucun pays, ont trouvé un écho international auquel ont répondu les gouvernements.

L'auteur de la lettre est un journaliste niçois, Yves Poggioli, membre du Mouvement de la Paix, une organisation créée au lendemain de la Seconde Guerre mondiale. Bouleversé par la perte de son épouse, il remue ciel et terre à partir de fin février 1963 pour que soit créé un centre international de lutte contre le cancer dont le financement serait assuré par des fonds prélevés directement sur les budgets nationaux alloués à l'armement nucléaire. Il commence par contacter plusieurs organismes et un certain nombre de personnalités, notamment au sein du gouvernement français, mais sans grand succès. Il demande alors, début avril 1963, à son ami rédacteur en chef du journal *Libération*, de porter son idée devant le Conseil mondial de la Paix, autre organisation œuvrant en faveur du désarmement nucléaire.

Le rédacteur en chef de *Libération* est un homme exceptionnel à bien des égards (voir « Emmanuel d'Astier de La Vigerie – se libérer du fardeau du cancer »). Né à Paris le 6 janvier 1900, Emmanuel d'Astier de La Vigerie est issu de l'aristocratie française. Entré à l'École navale, il démissionne au milieu des années vingt pour se consacrer au journalisme, à la poésie et à l'opium. Intellectuel dilettante, il dérive progressivement vers des idées politiques de gauche, abandonnant ses tendances monarchistes. Dès les premiers mois de la Seconde Guerre mondiale, il s'enrôle dans la Marine. Après la défaite de la France en juin 1940, mu par sa volonté de résister à l'occupation, il constitue l'un des trois principaux groupes de résistance en zone sud non occupée. Initialement basé à Cannes, ce groupe, baptisé la Dernière Colonne, se repliera plus tard à Clermont-Ferrand et prendra le nom de Libération-Sud.



*Emmanuel d'Astier de La Vigerie a joué un rôle central en gagnant le soutien du Général de Gaulle pour la création d'un nouveau centre international de recherche sur le cancer.*

## EMMANUEL D'ASTIER DE LA VIGERIE – SE LIBERER DU FARDEAU DU CANCER

Il n'est pas exagéré de dire qu'Emmanuel d'Astier de La Vigerie fut une personnalité française marquante de la deuxième moitié du vingtième siècle. Curieusement cependant, il semble que son rôle essentiel dans la création du CIRC soit méconnu. Aucun des nombreux ouvrages écrits par ou sur Emmanuel d'Astier ne mentionne cet épisode. Peut-être parce qu'après son engagement du début, d'autres ont pris le relais, notamment Antoine Lacassagne et Eugène Aujaleu, qui ont adhéré à l'idée et l'ont portée jusqu'à sa concrétisation. Il faut toutefois espérer que cet ouvrage mettra en lumière l'héritage remarquable de l'initiative d'Emmanuel d'Astier, développée sous l'impulsion initiale d'Yves Poggioli.

Emmanuel d'Astier est un homme qui a tout simplement foi en l'humanité, un homme qui croit en l'être humain. C'était aussi un homme d'action. Selon lui, il ne suffit pas d'avoir des idées, encore faut-il agir. Ce que confirmera sa réponse pleine d'empathie à la lettre d'Yves Poggioli et son approche directe du chef de l'Etat pour tenter de trouver une solution.

Né le 6 janvier 1900, Emmanuel d'Astier est le plus jeune d'une fratrie de huit enfants. Il semble qu'il ait

trouvé sa vocation pendant l'occupation nazie de la France, en 1940. Convaincu qu'il faut à tout prix restaurer la dignité de la France, il crée le mouvement de résistance Libération-Sud avec, entre autres, Édouard Corniglion-Molinier (La Dernière Colonne), Jean Cavaillès, Lucie et Raymond Aubrac. Bernard (son nom de clandestinité) dira plus tard qu'il n'a pas connu d'amitiés plus fortes que celles nouées durant ces années-là.

La résistance va être une période charnière de sa vie, mais il lui faut d'abord se libérer de son addiction à l'opium. Là encore, il fait preuve d'une remarquable force de caractère en s'enfermant à clé, seul dans une chambre d'hôtel, pendant plusieurs jours, jusqu'à ce que les symptômes du manque disparaissent. Par la suite, il racontera qu'après avoir survécu à cette souffrance, il pensait avoir le courage nécessaire pour ne divulguer aucune information, même sous la torture, s'il était capturé.

Il rencontre une première fois le Général de Gaulle à Londres, mi-mai 1942. Et c'est lors d'une dernière visite dans la capitale britannique, en 1943, qu'il écrit les paroles de la célèbre chanson emblématique « La complainte du partisan ». Après la guerre, il poursuit la publication de *Libération* sous forme d'un quotidien et obtient le soutien du Parti communiste français avec lequel il va nouer des liens. En 1944, il décline le poste d'ambassadeur de France à Washington que lui propose le Général de Gaulle, ce qui en dit long une fois de plus sur sa force de caractère et son esprit d'indépendance. Il choisit de se consacrer à l'écriture, au

journalisme et à son mandat de député progressiste d'Ille-et-Vilaine qu'il occupera pendant plus de dix ans. En 1950, il est l'un des signataires de l'appel de Stockholm pour l'interdiction absolue des armes nucléaires.

Lors d'entretiens, Emmanuel d'Astier reconnaissait volontiers l'impact qu'avait eu sur lui la fermeture de son journal *Libération*, fin 1964, se décrivant lui-même à la « croisée des chemins » et parlant d'un « vide immense ». Sa proposition d'un centre international est peut-être l'une de ces idées suscitées par sa quête de sens et de nouvelles causes à défendre. Car si *Libération* a cessé de paraître un an après la lettre ouverte au Président de Gaulle, les problèmes du journal avaient commencé bien avant. On sait aussi que le 23 octobre 1963 – deux semaines seulement avant la lettre ouverte du 7 novembre – il avait reçu un courrier personnel et amical du Général de Gaulle commentant son dernier livre (*Sur Staline*). Dans les années 1960, de façon inattendue, il avait aussi appelé à soutenir le Général lors des élections. Par conséquent, les deux hommes entretenaient de bonnes relations à cette époque.

Après la fermeture de *Libération*, Emmanuel d'Astier n'est pas à court de projets. Il lance un nouveau journal, *L'Événement*, avec la participation notamment d'un jeune médecin, Bernard Kouchner, qui créera plus tard Médecins Sans Frontières et deviendra ministre de la Santé. Mais c'est en présentant une émission télévisée d'un quart d'heure, chaque semaine, sur des questions d'actualité, qu'Emmanuel d'Astier va toucher sa plus large audience au milieu des années 1960. Il décède d'un infarctus en 1969, conséquence du tabagisme. Les photos de cet homme le montrent en effet très souvent la cigarette aux lèvres, un des principaux facteurs de risque de cancer auquel le CIRC consacre des recherches depuis sa création.

Emmanuel d'Astier fut fait Compagnon de la Libération, tout comme ses deux frères, Henri et François, bien qu'ayant chacun suivi des voies différentes. Quoi qu'il en soit, au fil de son parcours, quelque part en chemin, dans ce qui n'a peut-être été qu'un épisode mineur pour cet homme exceptionnel, Emmanuel d'Astier de la Vigerie a allumé la flamme que fait rayonner le CIRC depuis 50 ans.

Emmanuel d'Astier exploite son expérience journalistique pour organiser l'action de Libération-Sud, en distribuant des tracts appelant la population à résister aux forces d'occupation et au gouvernement de Vichy. Dans le cadre de ses activités extrêmement risquées, il lance, en juillet 1941, le journal clandestin *Libération*, dont la publication se poursuivra bien après la guerre, jusqu'en novembre 1964. C'est à ce journal que le mari en deuil s'adresse dans une lettre où il évoque la paix et les causes politiques défendues par *Libération* sous la plume d'Emmanuel d'Astier, pour conclure : « Que faites-vous contre le cancer ? ». Plus tard, d'Astier écrira à quel point cette lettre avait « pesé » sur sa conscience. Son esprit de résistance avait désormais un nouvel ennemi à combattre.

Cette correspondance est certes l'élément déclencheur qui conduit d'Astier à proposer la création d'un centre international contre le cancer, mais les relations qu'il a établies pendant la guerre vont être déterminantes. Lors du processus d'unification de la résistance – Libération-Sud fait partie des Mouvements unis de Résistance coordonnés par la suite par le Conseil national de la Résistance – d'Astier rencontre l'émissaire du Général de Gaulle, Jean Moulin (capturé plus tard par la Gestapo, emprisonné et torturé à Lyon), avec lequel, on le sait, il aura quelques désaccords. Il participe au comité directeur des mouvements résistants qui fusionnent

autour du Général de Gaulle qu'il rencontre à Londres et à Alger. Ses activités de résistant vont lui ouvrir de nombreuses portes et lui permettre d'approcher des dirigeants politiques, notamment Winston Churchill, auprès duquel il plaide pour l'approvisionnement en armes de la Résistance française par le Royaume-Uni. En 1944, il occupe brièvement les fonctions de Ministre de l'intérieur du Gouvernement provisoire de la France.

### Appel au Président

Etant donné les relations directes qu'il avait eues avec lui pendant la guerre, il n'est guère surprenant qu'Emmanuel d'Astier soit allé demander au Général de Gaulle, alors Président de la République (nous sommes en 1963), de défendre l'idée d'un élan international pour lutter contre le cancer. Cette fois encore, ce sont ses anciennes relations qui lui ont ouvert des portes qui sans cela seraient sans doute restées fermées. Il entreprend deux démarches auprès du Général – la première, seul ; la seconde sous forme d'une lettre ouverte, cosignée par 12 personnalités françaises (voir « Cosignataires de la lettre ouverte »).

Sa première visite, en juillet 1963, ne semble pas susciter beaucoup d'intérêt chez de Gaulle. D'Astier racontera plus tard : « De Gaulle écoutait. Je ne sais pas s'il m'entendait ». Toutefois, quand il évoque l'idée proposée par Poggioli – un appel aux grandes puissances nucléaires à verser un pourcentage minime de leurs budgets de la défense pour financer un nouveau centre international – de Gaulle hausse un sourcil et pose quelques questions, mais ne dit ni oui ni non. D'Astier repart sans trop d'espoir, avec l'impression d'avoir été bien naïf.

La seconde approche consiste en une lettre ouverte, remise au Palais de l'Élysée le 7 novembre 1963, avec copie aux ambassades des États-Unis, du Royaume-Uni et de l'Union soviétique. La lettre est signée par Emmanuel d'Astier et 12 cosignataires de différents horizons (deux anonymes refusèrent d'ajouter leur nom à la liste). De Gaulle reçoit certains d'entre eux à l'Élysée, notamment Antoine Lacassagne, célèbre médecin cancérologue, ancien directeur de l'Institut du radium à Paris, président de la Ligue contre le Cancer (voir « Nos amis français – Antoine Lacassagne »). En fait, c'est après de longues discussions avec Antoine Lacassagne et le biologiste Marcel Bessis qu'Emmanuel d'Astier a rédigé la lettre. Pour l'anecdote, il disait que le projet avait commencé à prendre forme à la fin d'un « été pourri ». Il est vrai que cet été-là, en France, fut particulièrement froid et pluvieux et la météo n'incitait guère à sortir, ce qui a peut-être favorisé l'élaboration du projet.

Cette lettre ouverte appelait les États-Unis, la France, l'Union soviétique et le Royaume-Uni à consentir à un prélèvement « dérisoire » de 0,5% de leurs budgets militaires pour financer un organisme international de recherche sur le

### COSIGNATAIRES DE LA LETTRE OUVERTE

Ces 12 personnalités françaises de différents horizons ont cosigné la lettre ouverte d'Emmanuel d'Astier de La Vigerie adressée au Général de Gaulle :

Louis Armand (Ingénierie)

Pierre Auger (Physique)

François Bloch-Lainé (Finance)

Ambroise-Marie Carré (Clergé)

Jean Hyppolite (Philosophie)

Antoine Lacassagne (Oncologie)

Charles Le Corbusier (Architecture)

Pierre Massé (Génie civil)

François Mauriac (Journalisme)

Francis Perrin (Physique)

François Perroux (Économie politique)

Jean Rostand (Biologie)

## ACTUALITÉS MÉDICALES

## Pour développer la lutte contre le cancer des personnalités françaises lancent un appel en faveur d'une institution internationale de recherche pour la vie

Des savants, des écrivains, des sociologues, ont lancé un appel pour que les Etats-Unis, l'U.R.S.S., la Grande-Bretagne et la France assurent le financement d'une institution internationale de recherche pour la vie. En voici le texte, qui, en France, revêt la forme d'une requête au président de la République :

« Les soussignés demandent aux gouvernements des grandes puissances, qui actuellement reconnaissent la nécessité de la coopération internationale pour résoudre certains problèmes humains, de faire un geste immédiat et raisonnable au profit d'une stratégie universelle pour la vie. Il s'agit de mettre tout en œuvre pour parvenir à une mobilisation contre un des plus grands fléaux qui pèsent sur l'humanité : le cancer.

« Malgré certains succès thérapeutiques déjà importants, il n'y aura pas de victoire décisive sur le cancer tant que ne seront pas déterminés la nature du mal et le mécanisme de sa production. La victoire sur le cancer sera une grande victoire de l'homme.

« Un prélèvement dérisoire sur le budget des grandes puissances permettrait de mettre sur pied une institution internationale de lutte pour la vie, sous le contrôle effectif des organismes qualifiés de l'O.N.U. et des savants cancérologues les plus incontestés.

« Les soussignés soulignent qu'une réduction d'un demi pour cent sur les budgets militaires des Etats-Unis, de l'U.R.S.S., de la Grande-Bretagne et de la France (réduction qui ne saurait modifier l'équilibre des puissances et qui pourrait être éventuellement con-

sentie par d'autres puissances militaires) permettrait de multiplier par milliers le nombre des laboratoires, des chercheurs et des expériences. Ainsi seraient dégagés les moyens d'une stratégie universelle de la recherche sur la vie. Il ne suffit pas de congrès, de communications, de rencontres de discipline à discipline ; il faut un centre où puisse s'élaborer cette stratégie universelle qui s'impose.

« A l'institution serait confiée par ailleurs la tâche d'informer dans un langage simple, mais très exact, des progrès accomplis dans la recherche. L'opinion mondiale serait ainsi conduite à participer à une recherche et à un combat qui la concernent.

« Si les quatre chefs d'Etat des puissances désignées consentaient ce prélèvement dérisoire, le terme d'une victoire sur le cancer pourrait être avancé de nombreuses années.

« Nous nous adressons à la plus haute autorité de notre pays pour qu'elle donne en cette matière l'initiative à la France. »

*Cet appel a été signé par MM. Louis Armand, Emmanuel d'Astier, Pierre Auger, François Bloch-Lainé, R.P. Carré, Jean Hyppolite, Antoine Laussagne, Charles Le Gorbussier, François Mauriac, Pierre Massé, Francis Perrin, François Perroux, Jean Rostand*

cancer qui serait placé sous la tutelle des Nations Unies et engagé dans une « lutte pour la vie ». Le prélèvement n'affecterait pas l'équilibre des puissances militaires, était-il souligné. Cette lettre précisait également qu'il ne serait pas possible de vaincre le cancer juste avec des congrès, des communiqués ou des rencontres interdisciplinaires, et qu'il fallait un centre où puisse s'élaborer une stratégie de lutte à l'échelle mondiale. Cette proposition d'une initiative commune des grandes puissances pour lutter contre le cancer – « un des grands fléaux de l'humanité » indiquait la lettre – va bénéficier d'une large couverture médiatique. Nul doute qu'Emmanuel d'Astier a su faire jouer ses contacts dans le monde de la presse. Ainsi, l'édition du *New York Times* du vendredi 8 novembre 1963 titrait : « *Use of Arms Funds on Cancer Is Urged* » (Le cancer doit bénéficier de fonds autrement destinés à l'armement).

Nous sommes dans la période d'après-guerre et dans cette lettre ouverte au Général de Gaulle, Emmanuel d'Astier ne se prive pas d'utiliser des termes militaires, indiquant notamment que si les quatre chefs d'Etat des puissances désignées approuvaient cette proposition, alors « la victoire sur le cancer pourrait être anticipée de plusieurs années ». De toute évidence, le pacifiste d'Astier cherche à susciter l'intérêt du Général par des analogies avec la guerre, en évoquant l'époque où ils avaient probablement sauvé de nombreuses vies par leur action commune. Un article de presse d'octobre 1964 va dans le même sens, avec une déclaration de Raymond

*Copie de la lettre ouverte au Général de Gaulle, publiée le 8 novembre 1963.*

Marcellin, Ministre de la Santé publique et de la Population, mentionnant qu'une coopération pacifique entre les principales puissances mondiales pourrait créer un climat propice au désarmement nucléaire de toutes les nations. Dans cette lettre, il est certes question de lutte contre le cancer, mais aussi de désarmement et de paix.

Cette proposition de centre international de lutte contre le cancer se situe en effet dans le contexte général animé par un mouvement antinucléaire. Poggioli a contacté d'Astier à cause de ses liens avec le Conseil



*Antoine Lacassagne devint une sommité de la communauté française des cancérologues du 20<sup>ème</sup> siècle, après avoir suivi sa formation médicale à Lyon.*

## NOS AMIS FRANÇAIS – ANTOINE LACASSAGNE

Né dans la Loire, en 1884, Antoine Lacassagne est certainement l'un des 12 cosignataires les plus influents de la lettre ouverte adressée par Emmanuel d'Astier de La Vigerie au Général de Gaulle, en novembre 1963. C'est en effet le seul cancérologue. Dans un article paru par la suite, d'Astier mentionnera avoir rédigé la fameuse lettre après avoir discuté avec le très respecté Pr Lacassagne dont l'expertise technique et l'expérience ont certainement été déterminantes pour parfaire son idée naissante.

Lacassagne va rester très impliqué dans le projet pendant toute la période où celui-ci prend forme. Il est présent lors de la première réunion des gouvernements, en décembre 1963, quand est proposée la création d'une nouvelle organisation de recherche sur le cancer. En 1964, alors qu'il célèbre son 80<sup>ème</sup> anniversaire, il assure le lien entre le gouvernement français et la conférence académique de Stockholm, organisée par l'UICC. Il semble qu'il ait réalisé à cette occasion un remarquable numéro d'équilibriste entre le monde de la science et celui de la politique.

Même si l'on ne dispose d'aucune preuve permettant d'affirmer que son attachement à la ville de Lyon a joué un rôle dans le choix de celle-ci pour accueillir le siège du CIRC, on peut raisonnablement supposer qu'il a soutenu sa candidature. Son père était professeur de médecine légale à la Faculté de Médecine et de Pharmacie de Lyon. Antoine est à son tour docteur en médecine et interne des hôpitaux de Lyon. Il reste à Lyon jusqu'à ce que son mentor, Claudius Regaud, parte travailler à l'Institut du Radium à Paris, aux côtés de Marie Curie, et lui demande de venir le rejoindre. Après avoir servi dans le corps médical pendant la Première Guerre mondiale, il poursuit le reste de sa carrière dans

ce célèbre institut, s'appuyant sur sa formation en pathologie pour jouer un rôle pionnier de premier plan en radiobiologie et dans le traitement du cancer par les rayons X. En 1937, il prend la tête de l'institut du radium à laquelle lui succèdera Raymond Latarjet, en 1954. A la retraite, Antoine Lacassagne assumera la présidence de la Ligue contre le Cancer, et ceci jusqu'à son décès en 1971.

Il convient de souligner qu'en 1957, Antoine Lacassagne fut l'un des invités de la première conférence du Mouvement Pugwash, militant pour la paix et contre les armes de destruction massive. La proposition de reverser une partie des fonds militaires à la recherche sur le cancer a donc très certainement trouvé un écho favorable chez lui, tout comme chez les autres acteurs clés du projet, notamment Yves Poggioli, Emmanuel d'Astier de La Vigerie et Alexander Haddow.

mondial de la Paix, une organisation lancée par l'Union soviétique en faveur de la paix dans le monde et que présidera dès 1949, Frédéric Joliot-Curie, physicien connu pour ses travaux sur la fission nucléaire, époux d'Irène Curie, la fille de Marie Curie. Au sein de cette organisation pacifiste, d'Astier et Joliot-Curie vont œuvrer ensemble, ce qui leur vaudra à tous deux le Prix Staline pour la Paix (plus tard rebaptisé Prix Lénine pour la Paix), l'équivalent soviétique du Prix Nobel de la Paix. Décédé en 1958, Joliot-Curie cultivait des liens étroits avec le physicien nucléaire, Pierre Auger, qui sera 5 ans plus tard l'un des cosignataires de la lettre ouverte au Général de Gaulle.

## REPONSE DU GENERAL DE GAULLE

Le Général de Gaulle répondit dans les 48 heures à la lettre ouverte d'Emmanuel d'Astier de La Vigerie et de ses cosignataires.

*Mon cher Maître,*

*L'idée de promouvoir la recherche sur le cancer au sein d'une institution internationale procède d'une inspiration généreuse et je considère comme souhaitable que la France s'y intéresse.*

*Il me paraît, en effet, conforme à ses traditions qu'elle s'engage dans une œuvre où se retrouve une triple vocation : la coopération entre les peuples, le progrès de la condition humaine et l'avancement des sciences.*

*Aussi ai-je confié au ministre de la santé publique le soin de prendre toutes les initiatives nécessaires à cet égard.*

*Je vous demande de le faire savoir à toutes les personnalités signataires avec vous du message qui m'a été adressé et vous prie de croire, mon cher Maître, à mes sentiments fidèlement dévoués.*

*Ch. de Gaulle*

My dear Sir,

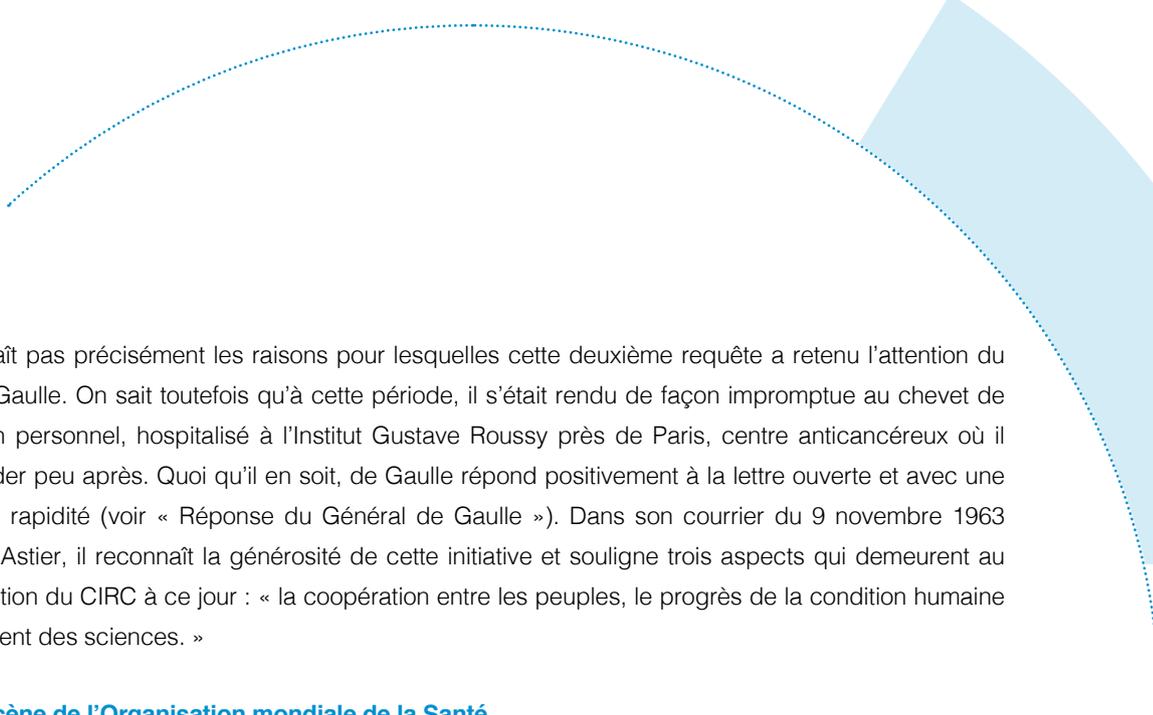
The idea of promoting cancer research in an international institution draws on a generous inspiration, and I consider it desirable that France participate in it.

It seems, in fact, consistent with its traditions that France should engage in a work where three aspirations can be found: cooperation between peoples, the improvement of the human condition, and the advancement of science.

I have therefore asked the Minister of Public Health to take all necessary initiatives in this regard.

May I ask you to make this known to all the public figures who co-signed with you the message that was sent to me, and I beg you to accept, my dear Sir, the assurances of my deepest respect.

Ch. de Gaulle



On ne connaît pas précisément les raisons pour lesquelles cette deuxième requête a retenu l'attention du Général de Gaulle. On sait toutefois qu'à cette période, il s'était rendu de façon impromptue au chevet de son médecin personnel, hospitalisé à l'Institut Gustave Roussy près de Paris, centre anticancéreux où il devait décéder peu après. Quoi qu'il en soit, de Gaulle répond positivement à la lettre ouverte et avec une remarquable rapidité (voir « Réponse du Général de Gaulle »). Dans son courrier du 9 novembre 1963 adressé à d'Astier, il reconnaît la générosité de cette initiative et souligne trois aspects qui demeurent au cœur de l'action du CIRC à ce jour : « la coopération entre les peuples, le progrès de la condition humaine et l'avancement des sciences. »

### **Entrée en scène de l'Organisation mondiale de la Santé**

Dès le 11 novembre 1963, soit quatre jours après la publication de la lettre ouverte, Raymond Marcellin, le Ministre de la Santé, téléphone au Directeur général de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS), Marcolino Gomes Candau, pour l'inviter à venir à Paris dans les 48 heures assister à une réunion qui aura lieu le 13 novembre. De nos jours, on ne peut que s'émerveiller devant tant de rapidité et un tel esprit de décision. D'après certains témoignages, Marcellin avait proposé à Candau de le rencontrer n'importe où, à n'importe quel moment, pour discuter d'un projet d'institut du cancer financé à hauteur d'environ 1 million de dollars US par jour. Dans le même temps, Marcellin informe les gouvernements de la République fédérale d'Allemagne et de l'Italie du désir exprimé par de Gaulle de les voir se joindre à cette initiative. On mesure la conviction idéaliste qui sous-tend ce projet coopératif, orienté vers la santé, rassemblant les Etats-Unis, la France, l'Italie, la République fédérale d'Allemagne, le Royaume-Uni et l'Union soviétique, moins de 20 ans seulement après la fin de la Seconde Guerre mondiale.

Raymond Marcellin délègue le suivi du projet au Directeur général de la Santé, Eugène Aujaleu, qui a assisté à la première réunion avec Candau et finira par jouer un rôle important dans la création du CIRC (voir « Nos amis français – Eugène Aujaleu »). Présent à Alger lors de l'arrivée des troupes alliées en 1942, Aujaleu avait été nommé inspecteur général de la santé publique par le gouvernement provisoire de la France. Après la libération, il est nommé Directeur de l'hygiène sociale au ministère de la Santé ; il sera le représentant de la France à l'OMS de la fin des années 1950 au début des années 1980. Cette expérience l'a très certainement aidé à piloter le projet du nouveau centre de recherche sur le cancer à travers la complexité des rouages administratifs de l'OMS. C'est d'ailleurs lui qui présidera les réunions préparatoires à l'examen du projet par l'Assemblée mondiale de la Santé.

Avec le recul, on ne peut qu'être frappé par l'intensité des efforts et le formidable élan autour de ce projet, peut-être parce que c'était le fruit de la conjonction de deux idéaux : la lutte pour la paix et la lutte contre le cancer. Au fond, ce projet apparaissait comme la réponse humanitaire à l'un des fléaux de la condition humaine. Il paraissait juste de réduire les financements consacrés à l'armement nucléaire, considéré comme un fléau, pour les attribuer à la lutte contre le cancer, un autre fléau. Toutefois, cet idéalisme allait bientôt se trouver confronté au double obstacle de la bureaucratie et de l'intérêt personnel, avec le risque de voir le projet abandonné ou dilué au point de passer inaperçu.

## NOS AMIS FRANÇAIS – EUGENE AUJALEU

Eugène Aujaleu est né en 1903, dans le Tarn et Garonne. Après avoir étudié la médecine à Toulouse, il s'intéresse surtout aux pathologies infectieuses et obtient une chaire d'épidémiologie à l'hôpital du Val-de-Grâce, en 1936. Dès le début de la guerre, il dirige les services d'hygiène et d'épidémiologie des Forces armées françaises. Présent à Alger lors du débarquement des Alliés, il jouera un rôle important dans l'installation des services de santé dans les régions libérées, et sera nommé chef des Services de l'Assistance sociale et de la Santé publique, en 1943, dans le gouvernement provisoire français, sous les ordres du Général de Gaulle, aux côtés d'Emmanuel d'Astier.

Eugène Aujaleu apparaît à plusieurs reprises dans l'histoire du CIRC quand il s'agit de concrétiser les idées et les idéaux. Il a été « l'homme du Ministère » qui a su utiliser à bon escient les rouages de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) pour aboutir à la résolution WHA18.44 de mai 1965. Nommé Directeur de l'Hygiène sociale, en 1944, puis premier Directeur général pour la Santé, en 1956, au sein du Ministère de la Santé publique et de la Population, il a été le principal contact pour tout ce qui concernait le projet du nouveau centre. Enfin, en sa qualité de Directeur général de la Santé, il sera l'artisan d'importantes réformes des études médicales et de la création des centres hospitalo-universitaires.

Eugène Aujaleu connaît aussi très bien l'OMS, en tant que représentant de la France de 1948 à 1982, ce qui lui vaudra la Médaille de la Fondation Léon-Bernard. C'est lui qui présente les arguments en faveur du nouveau centre de recherche sur le cancer devant l'Assemblée mondiale de la Santé. Suite à ce succès, il n'y a rien d'étonnant à ce qu'il ait été nommé Président du premier Conseil de Direction du CIRC, en septembre 1965. Il réapparaît au milieu des années 1970, cette fois pour clarifier les rôles respectifs du CIRC et de l'OMS en matière de recherche et de lutte contre le cancer, dans un important rapport sur le sujet qu'il rédige en 1977. Il sera le premier Directeur général de l'Institut national de la Santé et de la Recherche médicale (INSERM), de 1964 à 1969, période pendant laquelle le CIRC devient une réalité et s'installe sur le sol français.



*Eugène Aujaleu a joué un rôle essentiel en guidant le projet de création du nouveau centre de recherche sur le cancer à travers les barrières administratives des gouvernements et de l'OMS. Ici, Eugène Aujaleu (à droite) avec Hiroshi Nakajima, ancien Directeur général de l'OMS.*

## DE LA CONCEPTION A LA NAISSANCE – NOVEMBRE 1963 A MAI 1965

Entre l'envoi de la lettre au Général de Gaulle en novembre 1963 et l'adoption de la résolution créant le CIRC lors de l'Assemblée mondiale de la Santé en mai 1965, il s'est écoulé 18 mois marqués par la rencontre de l'idéalisme et du pragmatisme. En France et au-delà, plusieurs personnalités scientifiques s'inquiètent de l'impact que pourrait avoir sur leurs activités un nouvel organisme international disposant d'importantes ressources. De leur côté, les gouvernements réfléchissent au niveau de financement qu'ils vont devoir apporter. Ils font des suggestions et proposent notamment la création d'un institut qui coordonnerait la recherche mondiale sur le cancer en répartissant les activités au plan international, ou bien d'un centre dont la fonction se limiterait uniquement à collecter des fonds pour les distribuer aux instituts de recherche existants.

Il est évident qu'une bonne partie des préoccupations de la communauté de la recherche sur le cancer, en France comme dans d'autres pays, tenait au manque chronique de financement des instituts existants. Ainsi, beaucoup s'inquiétaient d'une réduction du budget du *National Institute of Health* (NIH) qui, en 1963, avait distribué 13,5 millions de dollars à des instituts de recherche dans plus de 50 pays. Un peu partout, on voyait poindre des conflits avec d'une part la volonté de profiter des bénéfices potentiels d'un afflux (relativement) important de fonds, crucial pour la recherche sur le cancer, et d'autre part le souci d'éviter la création d'un nouvel organisme qui serait l'unique ou le principal bénéficiaire de ces fonds. A cela s'ajoutait la crainte que ce centre qui disposerait d'importantes ressources ne détourne les plus brillants chercheurs de leurs instituts nationaux.

### L'Organisation mondiale de la Santé

Prise au dépourvu par l'ampleur de la proposition française, l'OMS s'interroge sur la façon dont la création d'un nouveau centre dédié au cancer pourrait affecter ses propres activités de recherche. Nul doute que le contact du tout début entre le Président français et le Directeur général de l'OMS ait été essentiel au soutien sans équivoque manifesté assez tôt dans le processus par cette grande institution. De plus, l'histoire révèle d'étroites relations de travail et une estime mutuelle entre Marcellin et Candau.

A cette époque, l'OMS s'était engagée dans une « réévaluation radicale » de son programme de recherche. En effet, deux réunions décisives d'experts scientifiques avaient déjà été programmées à Genève pour la dernière quinzaine de novembre 1963, juste après la lettre ouverte : l'une pour réfléchir plus précisément au rôle de l'OMS dans l'effort général de lutte contre le cancer (une unité sur le cancer avait été créée en 1959) ; l'autre pour préparer la création d'un Centre mondial de Recherche sur la Santé, projet plus ambitieux et plus général, comportant trois divisions – épidémiologie, recherche biomédicale, technologies et sciences de la communication – disposant d'un personnel d'environ 1300 personnes. Ce n'est sans doute pas un hasard si l'éminent épidémiologiste britannique, Sir Richard Doll, était présent aux deux réunions.

Le projet de Centre mondial de Recherche sur la Santé sera finalement présenté en 1964 à la dix-septième Assemblée mondiale de la Santé. Plusieurs réunions ont lieu l'année suivante, avant que le projet soit à nouveau débattu lors de la dix-huitième Assemblée mondiale, en 1965. Compte tenu de l'ampleur du projet,



il est vite devenu évident que le Directeur général de l'OMS « sera frustré dans son désir » de le voir se concrétiser. De plus, à ce stade, « l'initiative du Général de Gaulle » pour un centre dédié à la recherche sur le cancer est fortement mise en avant. Précisons que bon nombre des fonctions prévues pour le Centre mondial de recherche sur la Santé seront reprises plus tard pour définir les activités du CIRC : par exemple, la création d'une unité d'épidémiologie pour étudier les profils du cancer dans différents pays et d'une unité de recherche biomédicale pour étudier les mécanismes de cancérogenèse et autres questions biologiques ; enfin, la place prépondérante réservée aux activités de formation.

Lors de l'Assemblée mondiale de la Santé de 1965, l'idée d'un grand centre mondial de recherche sur la santé se concrétise finalement à une échelle plus modeste par la création du CIRC, permettant ainsi de garder certains aspects du projet avorté du Directeur de l'OMS, tout en intégrant les opportunités de recherche sur le cancer identifiées par l'OMS. Cette dernière participe déjà à plusieurs études internationales, notamment à des études comparatives sur le cancer du poumon en Norvège et en Finlande, le cancer du sein et l'influence de l'allaitement et de la grossesse dans sept régions du monde, et les cancers de la bouche en Inde et dans les républiques soviétiques d'Asie centrale. En collaboration avec des centres de référence en pathologie du monde entier, l'OMS participe également à d'importants travaux pour la classification internationale des tumeurs humaines.

C'est certainement l'appui sans réserve apporté par Candau qui a permis au projet d'avancer aussi vite, non seulement au niveau des instances administratives de l'OMS, mais aussi lors des débats et des résolutions officielles des dix-septième et dix-huitième Assemblées mondiales de la Santé. Bien sûr, Raymond Marcellin et Eugène Aujaleu soutenaient eux aussi fermement le projet, et les considérations stratégiques autour de la création du nouvel institut vont finir par cadrer avec la vision du champ d'activité de cette structure. Au final, ce ne sont pas les grandes lignes d'un nouveau centre qui sont présentées aux décideurs, mais un tableau de tout ce qu'il pourrait accomplir s'il était créé.

### **Une autre organisation internationale de lutte contre le cancer**

Il existait déjà depuis 1933 une organisation internationale de lutte contre le cancer : l'Union Internationale Contre le Cancer (UICC). Il était donc tout à fait normal que cette dernière s'interroge également sur l'impact éventuel de l'initiative française.

L'éminent professeur Alexander Haddow, directeur du *Chester Beatty Research Institute* à Londres et président de l'UICC de 1962 à 1966, est le premier à intervenir. Il adresse des lettres aux chefs d'Etat des cinq pays intéressés par la proposition du Général de Gaulle, affirmant son soutien à l'initiative, tout en soulignant qu'il était nécessaire d'étudier ce projet à la lumière des activités en cours ou prévues par les organisations déjà existantes. Il transmet à de Gaulle une copie de la lettre envoyée au président des Etats-Unis, Lyndon B. Johnson. La réponse du Général de Gaulle à Haddow est particulièrement intéressante car, tout en reconnaissant les efforts et la qualité des recherches de l'UICC, il insiste sur la nécessité pour les chercheurs d'œuvrer ensemble pour vaincre le cancer, en faisant référence à « une union des chercheurs par-delà les frontières ». Il est clair qu'il attend d'un nouveau centre bien plus qu'un simple échange

d'informations entre scientifiques, position pour le moins clairvoyante et décisive, puisque le projet va donner naissance au CIRC.

L'UICC continue à discuter, à la fois en interne et à l'extérieur, avec plus ou moins d'enthousiasme, des différentes formes que pourrait prendre cette nouvelle organisation. Fin 1963, Haddow exprime ses inquiétudes à Candau et Marcellin sur la façon dont les choses se déroulent. Il perçoit, semble-t-il, deux problèmes majeurs, en dehors des répercussions directes que le projet pourrait avoir sur les activités de l'UICC. Le premier tient au fait que l'OMS ne semble pas la structure la plus appropriée pour administrer un centre de recherche, du fait de sa lourdeur bureaucratique et de son orientation en santé publique (au départ, l'UICC considère que le nouveau centre doit se consacrer à la recherche fondamentale). Le second problème vient de la réduction du montant

des investissements prévus par rapport à la proposition initiale de prélèvement sur les budgets de la défense, nettement plus audacieuse. Avec un financement revu à la baisse, l'UICC préférerait renforcer les programmes de recherche existants plutôt que de créer un nouveau centre dont les moyens limités ne lui permettraient pas d'être efficace.

Pour étudier le projet d'un point de vue purement scientifique, l'UICC organise à Stockholm, du 7 au 9 septembre 1964, une conférence internationale à laquelle sont invités les experts en cancérologie du monde entier. Cette initiative suscite quelques tensions avec l'OMS, laissant supposer que ces deux organisations pourraient être en compétition pour le contrôle du nouveau centre. Dans son discours d'introduction commentant la vision originale de l'initiative française, Haddow déclare : « En tant qu'écossais, l'idée de tirer d'énormes bénéfices sans dépenser plus que ce qui avait déjà été convenu me plaît énormément. Mais

LE GÉNÉRAL DE GAULLE

Monsieur le Président,

Je vous remercie d'avoir bien voulu m'exprimer les espoirs que vous mettez dans les récentes initiatives que j'ai cru devoir prendre au nom de la France.

La lutte contre le cancer me semble être l'une des missions les plus hautes qui puisse s'imposer aux chercheurs de notre temps. Je n'ignore pas les généreux efforts de l'Union Internationale dont vous assurez la présidence. Je n'ignore pas les brillantes recherches dont vous avez honoré la Grande-Bretagne. Il me semble, cependant, que la victoire sur le cancer ne pourra être assurée que par une union des chercheurs par de-là les frontières. Dans cet effort commun, je vous remercie de l'aide que vous nous apportez.

Veillez croire, Monsieur le Président, à mes sentiments les plus distingués et les meilleurs.



Monsieur Alexander HADDOW,  
Président International Union  
Against Cancer,

*Lettre du Général de Gaulle au président de l'UICC, insistant sur la plus-value que pourrait apporter la nouvelle initiative par rapport aux organisations existantes.*



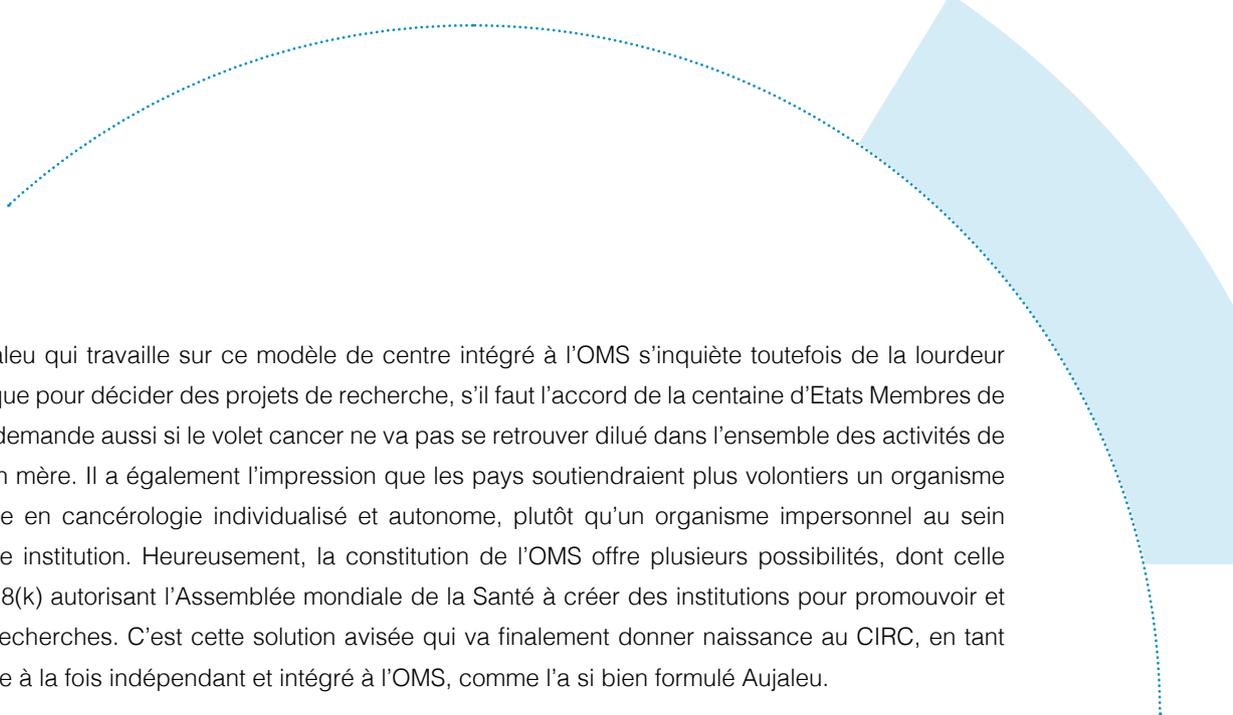
*Les principaux chercheurs en cancérologie discutent de « l'Initiative française » lors de la conférence de l'UICC à Stockholm, du 7 au 9 septembre 1964.*

d'un point de vue pratique, ce projet, voire même cet idéal, semble voué à l'échec. En tant qu'homme, je le regrette d'autant plus que je milite en Angleterre pour la paix et le désarmement. »

Haddow, qui participe en effet à de nombreuses actions en faveur du désarmement, est terriblement déçu par l'abandon de l'idée initiale d'attribuer un demi-pourcent des budgets militaires à la recherche sur le cancer. Jean-Francois Delafresnaye, ancien secrétaire général de l'UICC, se souvient qu'Haddow a fermement désapprouvé la proposition de revoir le financement à la baisse qui avait été faite lors de la deuxième réunion des gouvernements participants, sept mois plus tôt à Paris. Compte tenu de ses positions, l'UICC ne sera pas conviée aux réunions suivantes de planification par les gouvernements participants.

### **Des degrés de liberté variés**

Rétrospectivement, on s'aperçoit qu'il existait à cette époque deux visions différentes pour la nouvelle organisation. La première, à laquelle adhère la communauté de la recherche sur le cancer, met l'accent sur les travaux qui pourraient y être réalisés et penche pour la création d'un centre intergouvernemental ou non gouvernemental, totalement indépendant de l'OMS. La seconde vision, celle des cinq gouvernements participants et de l'OMS, s'attache surtout à la structure de cette nouvelle organisation et penche pour un centre intergouvernemental qui pourrait être intégré à l'OMS, soit directement comme nouvelle unité, soit par une convention lui permettant de profiter de ses infrastructures administratives et d'éviter ainsi un développement séparé. Le fait que l'initiative soit soutenue en France au plus haut niveau par le premier ministre et qu'elle bénéficie de l'appui personnel du Directeur général de l'OMS va s'avérer décisif. En effet, le nouveau centre sera intégré à l'OMS et à la grande famille des Nations Unies. Au final, la contribution exceptionnelle du CIRC tient à cette position qui lui confère une totale indépendance pour mener et diriger des recherches collaboratives internationales, tout en bénéficiant du statut de centre OMS qui donne davantage de poids à ses découvertes et à ses déclarations.



Eugène Aujaleu qui travaille sur ce modèle de centre intégré à l'OMS s'inquiète toutefois de la lourdeur bureaucratique pour décider des projets de recherche, s'il faut l'accord de la centaine d'États Membres de l'OMS. Il se demande aussi si le volet cancer ne va pas se retrouver dilué dans l'ensemble des activités de l'organisation mère. Il a également l'impression que les pays soutiendraient plus volontiers un organisme de recherche en cancérologie individualisé et autonome, plutôt qu'un organisme impersonnel au sein d'une grande institution. Heureusement, la constitution de l'OMS offre plusieurs possibilités, dont celle de l'Article 18(k) autorisant l'Assemblée mondiale de la Santé à créer des institutions pour promouvoir et mener des recherches. C'est cette solution avisée qui va finalement donner naissance au CIRC, en tant qu'organisme à la fois indépendant et intégré à l'OMS, comme l'a si bien formulé Aujaleu.

Ces débuts chaotiques, parfois orageux, ont suscité une réflexion approfondie sur ce que le nouveau centre pourrait offrir de différent, en évitant les doublons avec les travaux menés aux plans national et international. En retour, l'UICC allait devenir l'un des très estimés et fidèles collaborateurs du CIRC dans plusieurs domaines, notamment en matière de renforcement des capacités.

### Vers une résolution

Deux réunions techniques importantes ont lieu à Paris, avant l'Assemblée mondiale de la Santé de juin 1964, pour préparer les plans du nouveau centre. La première réunit, les 17 et 18 décembre 1963, les représentants des États-Unis, de la France, de la République fédérale d'Allemagne et du Royaume-Uni (l'Union soviétique sollicitée ne s'est pas fait représenter), ainsi que le Directeur général de l'OMS et le président de l'UICC. Le Pr Lacassagne fait partie de la délégation française, assurant ainsi le lien avec les premiers cosignataires de la lettre ouverte à de Gaulle. Organisée rapidement, à peine un mois après l'envoi du courrier, la réunion va permettre d'identifier des domaines d'activité qui pourraient convenir au nouveau centre, notamment l'information sur le cancer, la classification des tumeurs, l'épidémiologie, la formation et l'aide aux chercheurs par l'établissement de normes et l'attribution de ressources pour les projets. Cette réunion préparatoire est positive à tous points de vue.

Lors de la deuxième réunion, les 27 et 28 février 1964, les mêmes participants ainsi que des observateurs de l'Organisation des Nations Unies pour l'Éducation, la Science et la Culture (UNESCO) étudient différents modèles de gouvernance et établissent des plans plus détaillés, qui seront résumés dans un document à l'intention de l'Assemblée mondiale de la Santé. Entre-temps, les gouvernements ont eu le temps de préciser leur position et certains ne manifestent plus un soutien aussi inconditionnel à l'initiative. Fait intéressant, c'est à l'occasion de cette réunion qu'émergent le nom de « Centre mondial de Recherche sur le Cancer » et l'idée d'un Conseil scientifique et d'un Conseil de Direction avec un Secrétariat, constitués d'experts scientifiques, fonctionnant en étroite relation avec l'OMS. Les plans proposés définissent déjà parfaitement la structure finale de la gouvernance du CIRC, le Conseil de Direction constituant « l'autorité suprême du Centre ».

C'est aussi lors de cette réunion que la question cruciale du budget est examinée de près pour la première fois. Malheureusement pour la recherche sur le cancer, les dirigeants militaires vont pouvoir dormir tranquilles, même si la guerre du Vietnam fait rage. En effet, le calcul de la somme représentée par 0,5% du budget militaire des six pays (Etats-Unis, France, Italie, République fédérale d'Allemagne, Royaume-Uni et Union soviétique) atteint le chiffre faramineux de 396 millions de dollars (sans doute à l'origine du budget de « 1 million de dollars par jour » présenté par Marcellin à Candau). Sur cette somme, 265 millions proviennent des Etats-Unis et un dixième environ du Royaume-Uni, ce qui explique sans doute la contreproposition des Etats-Unis présentée par le chef de la délégation, l'*Assistant Surgeon General* James Watt. Ce dernier propose un budget fixé sur une base forfaitaire de 100 000 dollars par pays, ce qui implique un budget annuel bien en dessous du million de dollars et, par conséquent, en dessous des 0,5% des budgets militaires de la vision initiale. Haddow va alors vivement protester, arguant que la proposition américaine ne correspond en rien à l'idée défendue par le Président de Gaulle. A la surprise de certains,

1963 Defense Budgets		rate	1/2 % in US \$
<del>1/2 %</del>			
USA	\$ 53,000,000,000	—	265,000,000
USSR	Roubles 13,888,808,000	R. 69,244,040	77,160,044
U.K.	£ 2,100,968,350	£ 10,564,842	29,413,558
Germany	DM. 3,902,284,900	DM 19,511,425	4,877,856
Italy	L. 886,328,326,000	L 4,431,641,630	7,136,299
FRANCE	F. 11,811,346,577	F 59,056,733	12,052,395
			<u>3,056,640,152</u>
			<u>395,640,152</u>

Analyse a posteriori du modèle financier dans lequel 0,5% des budgets de la défense seraient reversés à la recherche sur le cancer (analyse préparée par A.G.B. Sutherland, chef de l'Administration et des Finances du CIRC, fin des années 1960, début des années 1970).

la délégation française accepte néanmoins de poursuivre les discussions à partir du document de travail américain proposant ce budget.

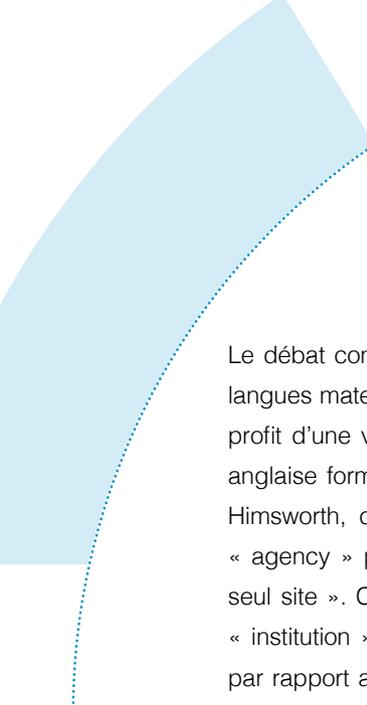
Ces deux réunions à Paris aboutissent à une proposition présentée à l'Assemblée mondiale de la Santé par Eugène Aujaleu au nom des gouvernements des Etats-Unis, de la France, de l'Italie, de la République fédérale d'Allemagne et du Royaume-Uni. Le 19 juin 1964, l'Assemblée mondiale de la Santé vote une résolution autorisant le Directeur général de l'OMS à « entreprendre des discussions avec les pays intéressés en vue de la création et du fonctionnement d'un Centre mondial de Recherche sur le Cancer ». L'accord n'est pas encore conclu, mais les jeux sont faits.

### **Lieux d'implantation, noms et dollars**

Aussitôt après l'Assemblée mondiale de la Santé, une réunion a lieu au ministère des Affaires étrangères à Paris, le 27 juillet 1964. En dépit du changement de mode de financement, la France reste déterminée à voir le projet aboutir. Lors de cette réunion sont mentionnés pour la première fois des lieux éventuels d'implantation du nouveau centre. Parmi les villes françaises ayant présenté leur candidature, deux sont retenues : Vaucresson, en banlieue parisienne à proximité de l'hôpital Raymond Poincaré de Garches, et Lyon, « en raison de sa proximité avec Genève, siège de l'OMS. » La municipalité de Lyon est prête à mettre à disposition du nouveau centre un immeuble entier dans le quartier des Brotteaux, comme solution temporaire, et propose même un vaste bureau dans l'une des ailes de l'Hôtel de Ville disponible « sous 48 heures ». Les réunions préparatoires du 29 septembre au 2 octobre 1964 se déroulent à Paris, mais l'année suivante, elles ont lieu à Lyon, signe peut-être que l'ancienne capitale des Gaules (Lugdunum) va devenir le siège de la nouvelle organisation.

Lors de la réunion intergouvernementale qui se déroule à Lyon du 16 au 18 février 1965, la question du budget donne lieu à un long débat. Le groupe des participants, présidé par Eugène Aujaleu, tente de parvenir à un équilibre entre les cinq pays, avec une contribution annuelle maximum de 150 000 dollars chacun, tout en reconnaissant que la somme totale de 750 000 dollars serait un début bien modeste. En fait, ils craignent que les experts scientifiques chargés de définir plus tard les fonctions du futur centre ne jugent cette somme trop dérisoire pour prendre la peine de discuter d'un programme d'activités !

Harold Himsworth, délégué du Royaume-Uni, va alors faire une proposition pour sortir de l'impasse : inviter 10 pays supplémentaires à rejoindre la nouvelle organisation, en faisant valoir qu'avec 15 pays, le budget annuel total avoisinerait les 2 millions de dollars. Candau propose d'adopter cette somme comme budget de départ pour permettre l'élaboration du programme scientifique. Cette solution étant retenue, se pose alors la question de savoir s'il faut rechercher la participation de pays supplémentaires avant la prochaine Assemblée mondiale de la Santé, en mai. Sans vouloir paraître exclusifs, les participants soulignent qu'il est difficile pour un pays de prendre une telle décision dans un si court délai. Il est intéressant de noter que les Pays-Bas, présents à la réunion, vont délibérer sur leur participation pendant cinq mois et finiront par rejoindre les Etats participants du CIRC deux ans plus tard.



Le débat concernant le nom de la nouvelle organisation se poursuit également avec des intervenants de langues maternelles différentes. L'appellation « Centre mondial de Recherche sur le Cancer » disparaît au profit d'une version française comportant désormais les termes de « centre international », la traduction anglaise formulée par le Directeur général de l'OMS d'origine brésilienne étant : « international centre ». Himsworth, délégué du Royaume-Uni, propose « international agency » dans la mesure où le terme « agency » possède un sens plus large, tandis que le terme « centre » implique des « activités en un seul site ». Ce concept va dans le sens des remarques d'Antoine Lacassagne qui préférerait parler d'une « institution » internationale plutôt que d'un « institut » international, terme français lui aussi trop limitatif par rapport au souhait d'une collaboration élargie. Au final, les termes choisis, « agency » (en anglais) et « centre » (en français), introduisent tous deux la notion de travaux réalisés non pas sur un seul site, mais en plusieurs endroits. Cette nuance ne signifie pas pour autant que la nouvelle organisation n'a pas besoin d'un siège et d'un personnel permanent ; elle vise uniquement à insister sur le niveau attendu de participation des chercheurs de toutes nationalités aux travaux du CIRC. Ainsi, les Etats participants ne devront pas seulement apporter une contribution financière, ils devront aussi participer aux recherches scientifiques grâce aux collaborations de leurs chercheurs avec le Centre. Dès le 19 février 1965, Eugène Aujaleu envoie des invitations pour la première réunion du Conseil scientifique, dans lesquelles il désigne le CIRC sous son appellation définitive, à la fois en français et en anglais.

Il convient de noter que le nom du président des Etats-Unis, John F. Kennedy, qui venait d'être assassiné, ne sera finalement pas associé à celui du CIRC, comme l'avaient proposé Pierre Massé, cosignataire de la lettre d'Emmanuel d'Astier au Général de Gaulle, et Haddow dans sa lettre au Président Johnson, fin 1963. Il semble que cette proposition n'ait pas été examinée plus avant.

### **Domaines d'activité**

L'étape suivante consiste à définir les activités permanentes du nouveau centre. Les discussions qui ont lieu à Lyon du 30 mars au 6 avril 1965 s'appuient sur toute une série de documents de travail issus de précédentes réunions à Genève concernant : un centre d'information en matière de recherche sur le cancer (réunion du groupe de travail du 3 au 5 février 1965), les moyens d'études épidémiologiques (14 au 16 décembre 1964), les moyens d'études anatomopathologiques (14 au 18 décembre 1964) et la formation des chercheurs (cette dernière réunion n'ayant pas eu lieu, elle est remplacée par un document partiellement rédigé par Albert Tuyns, qui deviendra plus tard l'un des premiers chercheurs du CIRC).

Le comité scientifique consultatif constitué de 12 experts en cancérologie de différentes nationalités se réunit du 30 mars au 2 avril 1965, pour préciser ce que pourrait apporter le CIRC en matière de collaboration internationale et insister sur l'importance de la formation. L'épidémiologie est identifiée comme la principale sphère d'activité du CIRC, notamment les études relatives à l'incidence des cancers et à leurs profils. Notons ici la participation au sous-groupe sur l'épidémiologie de Sir Richard Doll, John Higginson et Daniel Schwartz, directeur de la première unité française d'épidémiologie à l'Institut Gustave Roussy.

Ce comité consultatif va souligner la nécessité pour les épidémiologistes de ne pas travailler en vase clos et insister sur l'importance de la pathologie dans le cadre des études épidémiologiques. Il va également examiner des domaines qui ne font pas partie aujourd'hui du champ d'activités du CIRC, en particulier l'oncologie comparative entre animaux sauvages, domestiques et de rente, le CIRC ayant un rôle à jouer dans le choix d'animaux de laboratoire bien caractérisés et d'autres outils destinés aux études expérimentales. Le budget de 2 millions de dollars donné à titre indicatif est considéré comme un minimum pour permettre au nouveau centre d'avoir un impact à l'échelle mondiale. Du fait des contraintes budgétaires, le comité scientifique consultatif décide de renoncer à certains domaines, en écartant notamment la possibilité d'un centre mondial d'information sur la recherche en cancérologie.

Cette réunion scientifique est immédiatement suivie d'une réunion des représentants des gouvernements, qui se tient du 3 au 6 avril 1965. Sont également présents le président du comité consultatif scientifique, Otto Mühlbock des Pays-Bas et le rapporteur du comité, Richard Doll. Les participants approuvent la priorité accordée à l'épidémiologie et aux activités de formation. En revanche, la quasi absence de ressources consacrées à l'information sur la recherche en cancérologie ne fait pas l'unanimité. Les participants rappellent que les recherches menées par le nouveau centre ne doivent pas faire double emploi avec celles réalisées dans les instituts nationaux. En revanche, le CIRC pourrait apporter une aide financière aux projets menés par les instituts nationaux, ce qui se traduit aujourd'hui par les Accords de Recherche collaborative qu'il établit avec des centres collaborateurs du monde entier.

*Résolution WHA18.44 de l'Assemblée mondiale de la Santé du 20 mai 1965, officialisant la création du Centre international de Recherche sur le Cancer.*

**WHA18.44 Establishment of an International Agency for Research on Cancer**

The Eighteenth World Health Assembly,

Cognizant of Article 18 of the Constitution which provides, *inter alia*, that one of the functions of the Health Assembly shall be to establish such other institutions as it may consider desirable, with a view to promoting and carrying on research;

Considering that the Governments of the Federal Republic of Germany, France, Italy, the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland, and the United States of America have agreed to sponsor the creation and to participate in the functioning of an International Agency for Research on Cancer<sup>1</sup> in accordance with the provisions of its Statute;

Considering that many governments have expressed their interest in the creation of such an Agency; and  
Considering resolution WHA17.49 of the Seventeenth World Health Assembly,

DECIDES to establish an International Agency for Research on Cancer which shall carry on its functions in accordance with the provisions of its Statute (annexed).

Handb. Res., 7th ed., 1.7.6; 1.11

*Twelfth plenary meeting, 20 May 1965 (Committee on Programme and Budget, sixth report)*

En ce qui concerne le budget, la France continue de plaider pour une augmentation des contributions, en s'appuyant sur les vues du comité scientifique consultatif. Elle propose d'abord 400 000 dollars par pays, puis 200 000 dollars dans l'espoir d'obtenir un consensus. Au final, c'est un montant de 150 000 dollars pour chacun des cinq pays présents qui sera retenu, avec l'espoir que d'autres pays viendront les rejoindre. Un premier budget sur 5 ans est ainsi établi. Par la suite, le Centre adoptera un budget biennal. Eugène Aujaleu déclarera « faire confiance au Centre pour obtenir des fonds plus importants que ceux votés lors de cette réunion, de sorte que les espoirs soulevés par sa création ne virent pas au désenchantement. » Il est en effet prévu que ce budget « de base » soit complété par d'autres ressources allouées à des projets spécifiques.

Eugène Aujaleu fait aussi valoir le fait que le versement de contributions financières à part égale par les Etats participants évite le risque de voir la politique du Centre dictée par les pays qui donnent le plus. Ce modèle ayant été retenu, le barème des contributions des Etats participants appliqué depuis 50 ans comporte en effet des écarts relativement minimes. Il convient de préciser que la France, fidèle à l'idée originale, a été le seul pays à prélever sa contribution initiale sur son budget de la défense.

La création du Centre international de Recherche sur le cancer par l'Assemblée mondiale de la Santé, en mai 1965, constitue le point d'orgue de cette extraordinaire épopée partie d'une simple lettre.

*Membres du premier Conseil de Direction du CIRC réunis à Lyon, les 23 et 24 septembre 1965.*





*L'Union soviétique ne faisait pas partie des fondateurs du CIRC, mais elle fut parmi les premiers à les rejoindre. Higginson nous confia ses souvenirs sur la façon dont Nikolai Blokhin persuada Nikita Khrouchtchev d'appuyer l'adhésion de l'Union soviétique au Centre. – David Zaridze, ancien chercheur du CIRC*

## NAISSANCE DU CIRC – MAI 1965

Le 20 mai 1965, l'Assemblée mondiale de la Santé adopte la résolution WHA18.44 autorisant la création d'un centre pour la coopération internationale dans le domaine de la santé sous l'Article 18(k) de la Constitution de l'OMS. On peut considérer cette date comme la date anniversaire du CIRC, mais ce n'est que le 20 septembre 1965 que l'OMS annonce que le

Centre a officiellement débuté ses activités le 15 septembre 1965, après confirmation par les cinq Etats participants (Etats-Unis, France, Italie, République fédérale d'Allemagne et Royaume-Uni) de leur engagement à observer et à appliquer les dispositions du statut du Centre attaché à la Résolution de l'Assemblée mondiale de la Santé. Le CIRC commence à prendre forme.

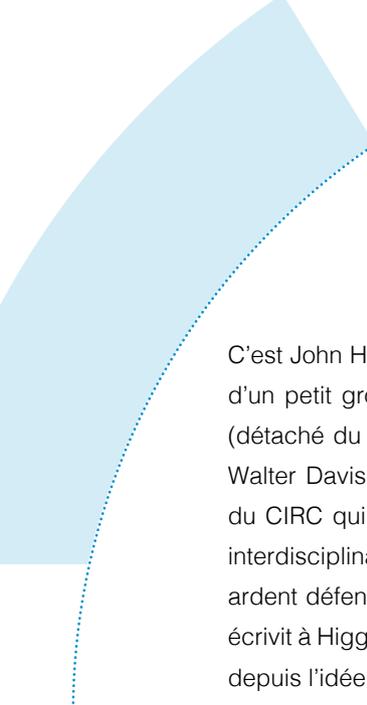
La première réunion du Conseil de Direction a lieu les 23 et 24 septembre 1965, sous la présidence d'Eugène Aujaleu, avec l'Italien Giovanni Canaperia à la vice-présidence. L'union soviétique est représentée car, comme les Pays-Bas, elle a suivi de très près la phase préparatoire. Lors de cette réunion, elle devient l'un des Etats participants avec l'Australie. Désormais, sept pays sont engagés dans le développement du CIRC. En 1966, Israël entre dans le cercle des Etats participants, peut-être sous l'impulsion d'Isaac Berenblum de l'Institut Weizmann qui participe aux réunions de planification scientifique. Peu de temps après, en avril 1967, c'est au tour des Pays-Bas. Ce groupe d'Etats participants va gouverner le CIRC jusqu'à la fin des années 1960. Lorsque le Centre s'installe dans ses propres locaux, en 1972, le nombre d'Etats participants est passé à 10 avec deux nouveaux membres, la Belgique et le Japon, tandis qu'Israël s'est retiré en 1971. Le budget annuel atteint alors 2,4 millions de dollars, un petit peu plus que le minimum prévu sept ans auparavant.

Le Conseil scientifique se réunit pour la première fois le 25 septembre 1965. Cette réunion rassemble un nombre impressionnant de sommités mondiales dans le domaine du cancer, avec notamment Richard Doll, Abraham Lilienfeld, Nikolai Blokhin et George Klein, ainsi qu'Isaac Berenblum, preuve de l'importance accordée à cette nouvelle organisation internationale (voir « Le premier Conseil scientifique du CIRC »). La question du choix du Directeur est abordée. Richard Doll pressenti à ce poste décline la proposition.

## LE PREMIER CONSEIL SCIENTIFIQUE DU CIRC

Membres du premier Conseil scientifique du CIRC, le 25 septembre 1965 :

- I. Berenblum (Israël)
- N.N. Blokhin (Union soviétique)
- P. Bucalossi (Italie)
- W.R.S. Doll (Royaume-Uni)
- H. Hamperl (République fédérale d'Allemagne)
- B. Kellner (Hongrie)
- G. Klein (Suède)
- A.M. Lilienfeld (Etats-Unis)
- G. Mathé (France)
- D. Metcalf (Australie)
- O. Mühlbock (Pays-Bas)
- P.N. Wahi (Inde)



C'est John Higginson qui prend les fonctions de Directeur, le 1er juillet 1966. Il commence par s'entourer d'un petit groupe de scientifiques, parmi lesquels figurent Calum Muir, Albert Tuyns, Gregory O'Connor (détaché du *National Cancer Institute* des Etats-Unis), Guy de Thé, Lorenzo Tomatis, Pavel Bogovski et Walter Davis (du *Chester Beatty Research Institute*). Higginson va fixer un grand nombre des priorités du CIRC qui restent encore d'actualité aujourd'hui, avec notamment la mise en œuvre d'une approche interdisciplinaire pour étudier les causes et la prévention du cancer. Richard Doll restera pour sa part un ardent défenseur du CIRC. Ne pouvant assister à l'inauguration du nouveau bâtiment à Lyon, en 1972, il écrit à Higginson : « Je le regrette beaucoup, compte tenu des liens étroits que j'entretiens avec le Centre depuis l'idée même de sa conception. »

Le Statut du CIRC, qui accompagne la Résolution WHA18.44, commence ainsi : « Le but du Centre international de Recherche sur le Cancer est de promouvoir la collaboration internationale en matière de recherche sur le cancer. » Le Statut définit également la structure de gouvernance, avec un Conseil de Direction et un Conseil scientifique. Le Conseil de Direction, composé d'un représentant de chacun des Etats participants ainsi que du Directeur général de l'OMS, établit les programmes et le budget du Centre. Il choisit également le Directeur du CIRC, la plus haute autorité exécutive, responsable devant le Conseil de Direction, mais pas devant le Directeur général de l'OMS. Enfin, il décide des Etats Membres de l'OMS qui peuvent être admis en qualité d'Etats participants du CIRC. En effet, le CIRC est un centre autonome au sein de l'OMS, ouvert à tout Etat Membre de l'OMS désireux d'apporter sa contribution à la fois financière et scientifique ; raison pour laquelle on parle d'Etats participants du CIRC et non d'Etats Membres.

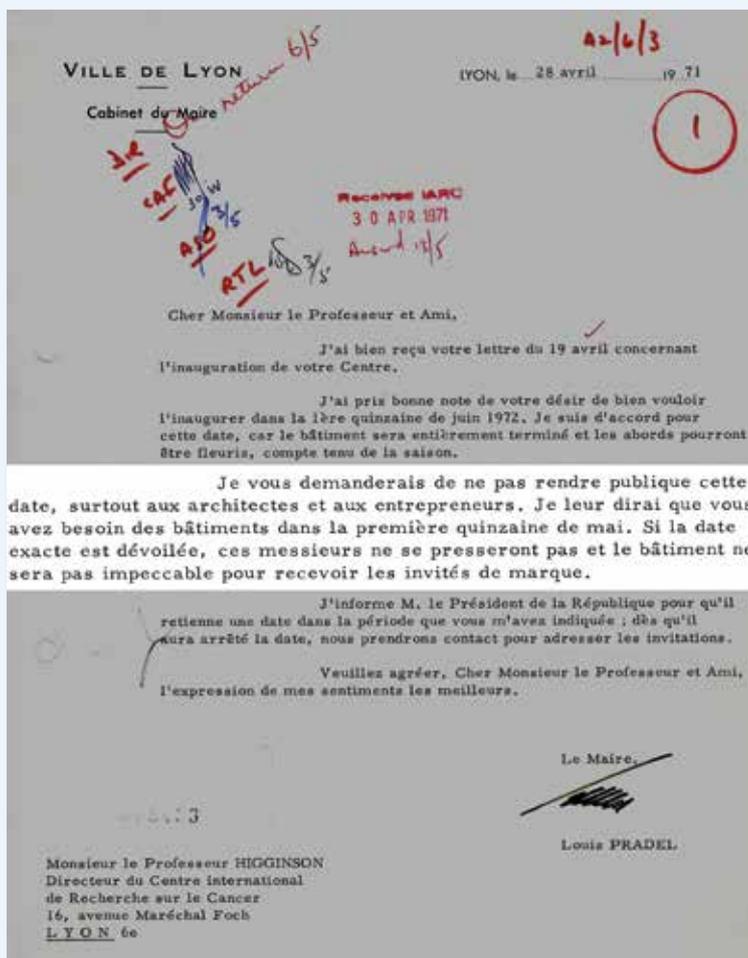
Ceux qui ont établi la structure du CIRC ont fait preuve d'une grande habileté en réussissant à obtenir le juste équilibre entre une complète intégration au sein de l'OMS et une totale indépendance. Ils ont été inspirés en retenant ce qu'il y avait de mieux dans chacune des deux formules. Ainsi, tout en étant autonome, le CIRC fait partie de l'OMS et par conséquent de la grande famille des Nations Unies. Cette position lui permet de bénéficier d'une individualité marquée et de se forger sa propre réputation en qualité de leader mondial de la recherche sur le cancer, tout en renforçant le prestige de l'OMS.

Son indépendance a permis au CIRC de lancer des études sur des sujets difficiles, parfois politiquement dérangeants, et de présenter des faits scientifiques qui ont servi de base à l'élaboration de politiques en matière de santé. L'absence d'ingérence dans ses travaux témoigne de l'adhésion des Etats participants aux principes sur lesquels fut fondé le Centre, il y a 50 ans – principes que les membres du Secrétariat et des organes directeurs ont la responsabilité de faire respecter.

## UN PORT D'ATTACHE

Où le CIRC allait-il s'installer ? La France était tout naturellement le pays hôte de cette nouvelle organisation internationale et à ce jour, le CIRC demeure – avec l'UNESCO – l'une des deux seules organisations des Nations Unies à avoir son siège en France. Lyon fut officiellement confirmée ville d'accueil du CIRC au journal officiel de l'Assemblée nationale, lors du premier Conseil de Direction de septembre 1965. Dans son

*Lettre du maire de Lyon, le 28 avril 1971, au Directeur du CIRC, lui conseillant de ne pas révéler la date exacte de l'ouverture du nouveau bâtiment, afin de s'assurer que les entreprises de construction livreront les locaux à temps.*



discours d'inauguration du nouveau bâtiment, en 1972, le Président Georges Pompidou fera référence à la forte tradition médicale de Lyon et à la proximité de Genève et du siège de l'OMS pour justifier ce choix. Eugène Aujaleu notera également que la séparation géographique avec le siège de l'OMS constitue l'un des éléments assurant l'autonomie du CIRC.

Le maire de Lyon de l'époque, Louis Pradel, a lui aussi fortement milité en faveur de l'implantation du CIRC dans sa ville. Ce Lyonnais dans l'âme était passionnément investi dans cette ville qu'il a administrée de 1957 jusqu'à son décès d'un cancer en 1976. Un hôpital lyonnais porte son nom, tandis que le principal hôpital public porte celui de son prédécesseur, Edouard Herriot, témoignage supplémentaire de l'importance qu'attache Lyon depuis toujours à la recherche de l'excellence dans les domaines de la médecine et des sciences. Louis Pradel était aussi un homme pragmatique qui comprenait la nature humaine. Sa lettre au Directeur du CIRC, anticipant l'inauguration du nouveau bâtiment du CIRC, en est un parfait exemple.

George Klein, membre du premier Conseil scientifique de 1965, a participé aux réunions préparatoires de la création du CIRC. Il se souvient : « Le maire de Lyon a passé beaucoup de temps avec nous. De toute évidence, il tenait à ce que le nouveau centre s'installe dans sa ville. Impressionnés par Lyon, nous avons appuyé sa candidature. Par la suite, au vue des efforts considérables déployés par la ville pour accueillir le Centre – surtout, l'édification du nouveau bâtiment – nous avons eu le sentiment d'avoir fait le bon choix. »



*Locaux du 16 avenue Maréchal Foch mis à disposition du CIRC par la ville de Lyon à partir de 1967.*

Jusqu'en mai 1967, le CIRC est hébergé dans les locaux de l'OMS à Genève. Le 14 mars 1967, date de la signature de l'accord de siège conclu entre l'OMS et la France, est une date clé dans l'histoire du Centre qui installe enfin son siège à Lyon. Le maire met temporairement à sa disposition des locaux au 16 avenue Maréchal Foch, avec des bureaux supplémentaires pour l'unité de biostatistiques en centre-ville. « L'inauguration » officielle du CIRC est fixée au 22 mai 1967. Comme promis, le Centre a également accès à certaines des plus belles salles de l'hôtel de ville, bâtiment magnifique datant du milieu du 17<sup>ème</sup> siècle.

A ce stade, des pourparlers sont déjà en cours pour la construction de locaux dédiés au CIRC. La maquette du nouveau bâtiment est présentée au Président Pompidou, lors de sa visite à Lyon, le 24 mars 1968. Entre-temps, la communauté médicale et scientifique locale se montre d'un grand soutien : l'INSERM (Institut national de la Santé et de la Recherche médicale) et l'Institut Mérieux mettent des laboratoires à disposition ; le CIRC loue des locaux au Centre Léon Bérard avec l'aide de Roger Sohier et de Marcel Dargent, directeur de ce centre régional anticancéreux réputé. Des préfabriqués sont également érigés sur le site du futur bâtiment afin d'abriter des laboratoires, quelques bureaux et une animalerie. Ces bâtiments « temporaires » de deux étages vont finalement subsister plus de 20 ans. A la fin des années 1980, ils hébergeaient encore une petite colonie de lapins pour la production d'anticorps, et accueillaien les cours d'anglais et de français – dispensés très souvent en même temps !

Au début des années 1970, la nouvelle tour du CIRC ne passe pas inaperçue avec ses quatorze étages dominant les bâtiments alentour. Elle a été conçue par les architectes Pierre Bourdeix et Paul Guillot désignés par la ville de Lyon, tandis que Roland Mendelssohn, architecte en chef de l'Inserm à Paris, fait office de conseiller auprès du CIRC. Aujourd'hui, en dépit du vieillissement de sa structure, le bâtiment reste toujours aussi impressionnant : par temps clair, dans un ciel bleu sans nuage, ses piliers en béton et ses façades bleues attirent l'œil vers son sommet, tandis que son allure massive et carrée donne une impression de solidité et de fiabilité. Dans le hall d'entrée se dresse une sculpture en acajou massif de Pierre Mathieu, représentant le « triomphe de la vie sur les éléments destructeurs de l'environnement » – œuvre symbolisant les travaux du CIRC et de ses nombreux partenaires dans le monde. Compte tenu des origines du Centre, on notera pour l'anecdote qu'il siège au 150 cours Albert Thomas, ce dernier ayant été ministre français des Munitions pendant la Première Guerre mondiale, avant de devenir plus tard le premier directeur du Bureau international du Travail.



*Le 23 mars 1969, le premier ministre français, Maurice Couve de Murville, pose la première pierre du bâtiment du CIRC.*

Le 23 mars 1969, le premier ministre français, Maurice Couve de Murville, pose la première pierre de la tour du CIRC, qui sera inaugurée trois ans plus tard, le 9 mai 1972, par le Président Pompidou accompagné de son épouse et pas moins de cinq ministres. Lors de l'inauguration, John Gray, le président du Conseil de Direction, déclare que le travail du Centre « doit être planifié sans se soucier des frontières politiques et nationales ». Pompidou parle de la nécessité d'éradiquer les peurs et les mythes gravitant autour de l'image du cancer, et

conclut son discours par : « Messieurs, puisse la solidarité humaine trouver dans votre travail un vaste champ d'application et de succès. » A cette occasion, le CIRC reçoit également des messages de soutien de la part de chefs d'Etat, notamment du Président américain Richard Nixon qui a signé le *National Cancer Act* l'année précédant la fameuse déclaration de « guerre contre le cancer », ainsi que du premier ministre britannique, Edward Heath, europhile convaincu qui vient de faire entrer son pays dans le Marché commun européen.



*Discours du Président Pompidou lors de l'inauguration du nouveau bâtiment du CIRC, en mai 1972. Derrière lui, le maire de Lyon, Louis Pradel.*



10 Downing Street  
Whitehall

I PLEDGE THE STRONG AND CONTINUING SUPPORT OF MY COUNTRY TO ITS  
IMPORTANT WORK AND WE ARE GRATEFUL TO THE GOVERNMENT OF FRANCE FOR  
MAKING IT POSSIBLE FOR THE STAFF TO HAVE EXCELLENT PHYSICAL  
FACILITIES IN WHICH TO CONDUCT THEIR URGENTLY NEEDED STUDIES  
PARA SINCERELY PARA RICHARD NIXON PARA ROGERS

COL NIXON ROGERS

I congratulate the International Agency for Research on Cancer on the occasion of the inauguration of the new Headquarters Building so generously provided by the French Government and the City of Lyon. Her Majesty's Government, in common with the governments of the other participating states, places the greatest importance on the fight against cancer and is eager to explore all opportunities for increasing international co-operation in this field. I am confident that the new facilities inaugurated today by President Pompidou will enable the Agency to continue and expand to the best advantage its contribution to cancer research.

8 June 1972

*De nombreuses personnalités adressèrent des lettres de félicitations au CIRC à l'occasion de l'inauguration de son siège à Lyon. Pour exemple, les lettres du Président des Etats-Unis, Richard Nixon, et du premier ministre britannique, Edward Heath.*

## LE CANCER : UNE PREOCCUPATION CROISSANTE

Au fil des ans, avec le développement des activités du CIRC, certains étages de la tour initialement vacants sont investis. Le Centre s'étend également avec des bâtiments et des installations supplémentaires. Ainsi, en 1988, le riche homme d'affaires japonais et philanthrope, Ryoichi Sasakawa, fait une importante donation qui permet la construction de salles de conférences, dont la principale est baptisée du nom de son Altesse impériale la Princesse Kikuko Takamatsu, célèbre et respectée pour ses activités philanthropiques dans le domaine de la recherche sur le cancer.

En 1994, un bâtiment est érigé spécialement pour héberger les activités de l'importante étude de cohorte sur la nutrition et le cancer (cohorte EPIC pour *European Prospective Investigation into Cancer* ; voir le chapitre « Nutrition, métabolisme et cancer »). Il est aménagé pour accueillir des conteneurs d'azote liquide dans lesquels seront stockées plusieurs millions de paillettes contenant des échantillons biologiques. En 2000, un autre édifice important vient s'ajouter à l'ensemble immobilier du CIRC, le bâtiment Latarjet, en hommage à Raymond Latarjet (voir « Nos amis français – Raymond Latarjet »). Sa façade, conçue par Christian Drevet pendant le mandat de Directeur de Paul Kleihues, rappelle les gels de séquençage d'ADN, symbole d'une époque où cette technologie était à la pointe de la recherche sur le cancer.

La structure intrinsèque de la tour construite au début des années 1970 commence à poser problème au début des années 1990, lors de la détection de taux inacceptables d'amiante, une substance cancérigène. Le bâtiment sera fermé pendant plusieurs mois, le temps d'une coûteuse opération de désamiantage par des équipes spécialisées, tandis que le personnel du CIRC est dispersé dans des bureaux et des laboratoires en plusieurs endroits de la ville, ce qui n'est pas sans rappeler l'esprit de la fin des années 1960. En effet, cette « crise » a été une fois de plus l'occasion pour la communauté locale de Lyon de prouver sa solidarité à l'égard du Centre et de sa mission.

Comme l'indiquent les premières phrases du statut du CIRC, la collaboration est au cœur de sa vision. Raison pour laquelle, dès le tout début de son activité, il crée plusieurs Centres régionaux. Conçus sur le modèle des bureaux régionaux de l'OMS, ces centres symbolisent la vision selon laquelle le CIRC ne doit pas se limiter à un seul emplacement (voir « La diaspora du CIRC »). Il établit ainsi des bureaux à Nairobi (Kenya), à Singapour, à Kingston (Jamaïque), et à Téhéran (Iran). Allen Linsell, responsable du bureau du Kenya, coordonne les premiers travaux sur le cancer du foie (voir le chapitre « Cancérigènes dans l'environnement humain »). Quant au bureau iranien, il a été créé en raison de l'intérêt porté aux taux élevés

“

*Dans les années 1990, il nous fallut évacuer le bâtiment à cause de la présence d'amiante, qui avait été reconnue cancérigène. Nous avons déménagé dans différents bâtiments dispersés à travers toute la ville. Ce fut une opération importante dont je me souviens fort bien. – Keiji Saita, ancien Directeur de l'Administration et des Finances au CIRC*



*Ryoichi Sasakawa (au centre) lors de l'inauguration du Princess Takamatsu Hall en 1988, avec le Directeur du CIRC, Lorenzo Tomatis (à droite).*

## NOS AMIS FRANÇAIS – RAYMOND LATARJET

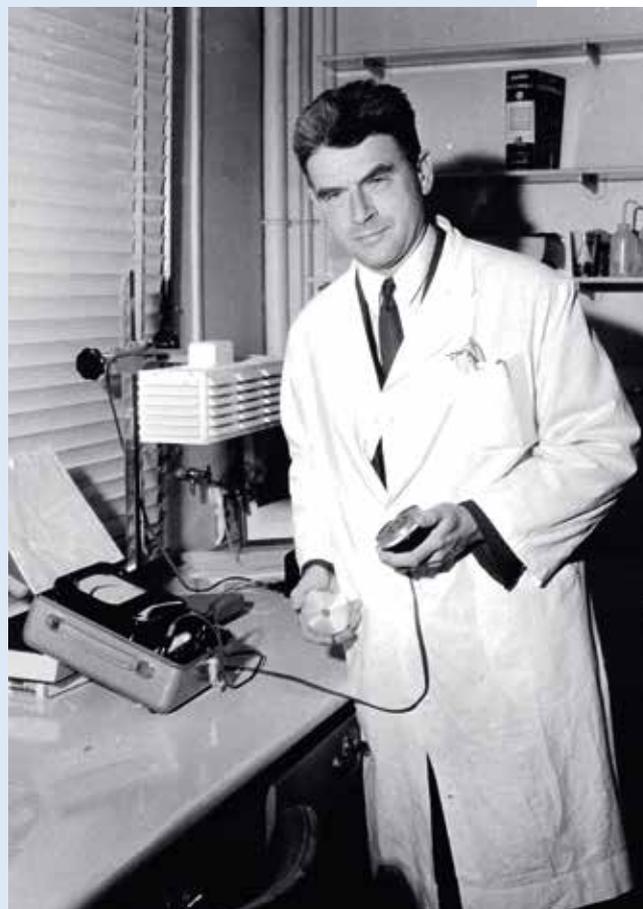
Né à Lyon en 1911, Raymond Latarjet était extrêmement fier d'être lyonnais et fut une figure majeure de la recherche sur le cancer en France, pendant toute la seconde moitié du 20<sup>ème</sup> siècle. Il était issu d'une famille de chirurgiens et son père était professeur de médecine. Curieusement, ses premières recherches, en 1935, portent sur les fluctuations de la couche d'ozone dans l'atmosphère et l'effet des rayons ultra-violetes sur les organismes vivants. Il poursuit son doctorat sur les effets des rayonnements ultra-violetes et c'est sans doute ce qui lui vaut d'être invité par Antoine Lacassagne à venir travailler avec lui à l'Institut du Radium à Paris, en 1941, où il commence à s'intéresser au cancer.

À la fin de la Seconde Guerre mondiale, il part quelque temps aux États-Unis, travailler à Cold Spring Harbor avec Salvador Luria sur les mutations radio-induites chez les virus. Ils développent les célèbres courbes dites « Luria-Latarjet ». En 1954, il est nommé directeur de la Section Biologie de l'Institut du Radium-Fondation Curie, prenant ainsi le relais de son mentor, Antoine Lacassagne.

En 1959, Latarjet va exercer une grande influence sur l'avenir de la biologie moléculaire en France, en participant à un groupe consultatif sur la science qui rend compte directement au président français. Son fils, Francis, se souvient l'avoir entendu raconter le déroulement d'une rencontre à Paris avec le Général de Gaulle. Les 12 experts de différents domaines scientifiques disposaient de 5 minutes chacun pour exposer leur argumentaire. Après avoir écouté chaque présentation, le Général de Gaulle expliqua l'attrait que certaines de ces grandes idées qu'il saisissait parfaitement – explorer l'espace ou les profondeurs des océans – pouvaient exercer sur un homme politique dans sa position. Puis il déclara qu'en dépit de tout ce qu'il venait d'entendre, au fond de lui : « Je me demande si cette mystérieuse biologie moléculaire, à laquelle je ne comprends rien et que je ne comprendrai jamais, ... ne pourrait pas devenir le fondement d'une nouvelle médecine dont nous n'avons pas idée aujourd'hui, mais qui sera la médecine du 21<sup>ème</sup> siècle. » La biologie moléculaire fut choisie comme priorité numéro un par le groupe consultatif.

Raymond Latarjet n'était pas seulement un chercheur et un clinicien exceptionnel, c'était aussi un homme aux passions multiples. Alpiniste respecté, il prit part à l'exploration de l'arctique. Il fut également champion universitaire de ski. Il était très cultivé en littérature comme en musique ; son épouse enseignait la musique au conservatoire de Paris. C'était aussi un écrivain, apprécié en cette qualité.

Latarjet a été président du Conseil scientifique du CIRC en 1972, l'année même où il a été élu membre de l'Académie française des sciences dans la Section Biologie cellulaire et moléculaire. Le bâtiment Latarjet, conçu par l'architecte Christian Drevet, rappelle ses racines lyonnaises et son soutien sans réserve au CIRC dès sa création.



*Raymond Latarjet dans son laboratoire à l'Institut du Radium à Paris.*



Façade du bâtiment Latarjet.

de cancer de l'œsophage dans la région du littoral caspien (voir le chapitre « Nutrition, métabolisme et cancer »). Enfin, chaque centre participe à l'implantation de registres du cancer chargés de recueillir les données permettant de décrire les profils locaux de la maladie.

En mai, 1980, le Conseil de Direction décide la fermeture de ces centres éloignés, difficiles à entretenir. Toutefois, le CIRC garde un bureau en Gambie, hébergé par le *United Kingdom Medical Research Council* depuis le milieu des années 1980, dans le cadre de l'Etude d'intervention contre l'hépatite en Gambie (voir le chapitre « Virus et vaccins »). Récemment rénové, ce bureau a conduit, parallèlement au projet principal, des études qui ont permis la mise en place d'un des rares registres du cancer en Afrique sub-saharienne. Enfin, le concept de centres régionaux a été repensé avec l'implantation récente de Pôles régionaux du CIRC pour l'enregistrement du cancer, dans le cadre de l'Initiative mondiale pour le développement des registres du cancer (GICR pour *Global Initiative for Cancer Registry Development*) (voir le chapitre « Registres du cancer : une initiative mondiale »).

Ramou Njie, chef du projet de l'Etude d'intervention contre l'hépatite en Gambie (Gambia Hepatitis Intervention Study : GHIS), Tuman Corrah, directeur du Medical Research Council (MRC) en Gambie, et Christopher Wild, Directeur du CIRC, lors de l'inauguration des bureaux réaménagés sur le campus du MRC à Fajara, Gambie, en 2012.





*A mon arrivée au CIRC, la première chose qui me frappa, ce fut l'enthousiasme et l'esprit pionnier qui y régnaient. Ces gens aux profils « d'explorateurs » allaient sur le terrain et voyageaient dans le monde entier, en Afrique, en Asie et en Amérique du Sud. Il y avait ce côté pionnier, mais aussi un côté multiculturel, avec des Russes, des Italiens, des Japonais, etc., possédant chacun une formation différente.*

– Gilbert Lenoir, ancien chercheur du CIRC

## FAIRE LA DIFFERENCE

Il est exceptionnel qu'en moins d'une décennie, le CIRC soit devenu un centre internationalement reconnu pour ses recherches. En 1976, il a déjà réalisé, entre autres, des études sur le lymphome de Burkitt, le cancer de l'œsophage et le cancer du foie ; il est soutenu par 10 Etats participants et dispose d'un budget de 4,2 millions de dollars. Attirés par cette nouvelle entreprise, des chercheurs expérimentés viennent gonfler ses équipes, avec 150 personnes originaires de pays du monde entier, travaillant ensemble à Lyon. Le CIRC

dispose alors d'une bonne visibilité internationale grâce à ses Centres régionaux. Enfin, il a installé des laboratoires à Lyon pour étudier les mécanismes de la cancérogenèse et il a créé son célèbre Programme des Monographies pour évaluer les données concernant des agents présumés cancérogènes chez l'homme. Au cours de cette première décennie, son Programme des Bourses a attribué plus de 150 Bourses d'Etudes à de jeunes chercheurs et 200 Bourses de Voyage à des chercheurs confirmés.

Un tel développement est certainement dû au dynamisme de tous ceux qui sont venus à Lyon pour que cette vision du CIRC devienne réalité. Il tient aussi à l'origine même de cette vision : la conviction qu'en agissant ensemble, par-delà les frontières, et en se consacrant à améliorer la condition humaine, les chercheurs peuvent accomplir de grandes choses.

## LA DIASPORA DU CIRC

La collaboration, catalyseur des efforts de recherche internationaux, est depuis toujours au cœur de la stratégie du CIRC. Dès le début, il a implanté des Centres régionaux là où les profils de cancer présentaient un intérêt particulier et où il était possible de recueillir des données sur l'incidence et les éventuels facteurs de risque de la maladie. Cette approche visait à développer des programmes à long terme dans des zones exigeant une forte implication des chercheurs locaux tant au plan scientifique que pour la mise en place d'infrastructures. Ces Centres régionaux étaient également considérés comme des sites où les boursiers postdoctoraux du CIRC pouvaient réaliser certaines de leurs recherches. Le montant de l'aide financière accordée par le CIRC à chaque bureau était modeste, de l'ordre de 5000 dollars par an, et la direction était locale.

Le Centre régional de Nairobi, au Kenya, fut l'un des premiers à être opérationnel, dès 1967. Son choix était en partie motivé par l'observation de taux élevés de cancer du foie en Afrique sub-saharienne, juste après



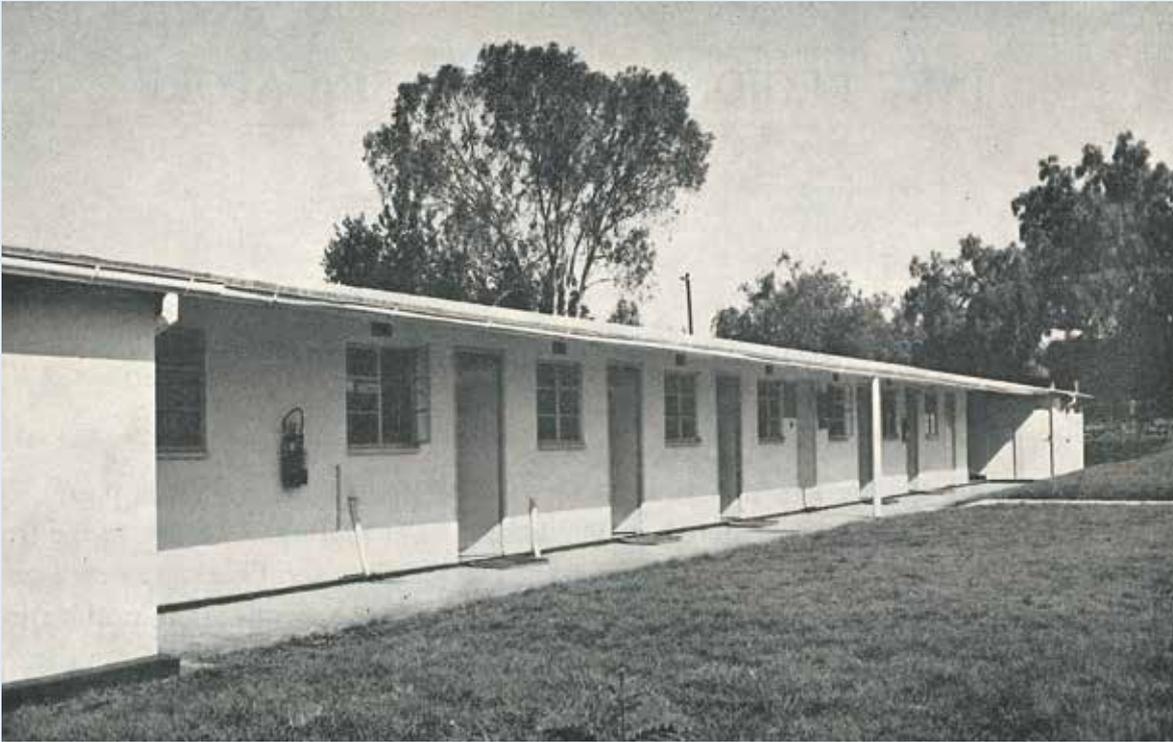
*Une des premières études du CIRC, organisée depuis son Centre régional de Nairobi, portait sur les aflatoxines et le cancer du foie au Kenya.*

le centre pendant plusieurs années, avant de venir s'installer à Lyon. En 1975, Ambrose Wasunna le remplace à la tête du centre qui continue encore aujourd'hui à bénéficier de l'aide financière du CIRC pour le maintien du bureau et des activités de recherche.

la découverte, au début des années 1960, des aflatoxines considérées comme les plus puissants hépatocancérogènes naturellement présents dans l'environnement. Le Centre régional de Nairobi a réalisé une grande partie des dosages d'aflatoxines dans l'alimentation, au Kenya et dans d'autres pays comme la Côte d'Ivoire, l'Afrique du Sud, le Swaziland et même en-dehors d'Afrique. Il a également conduit des études sur le virus d'Epstein-Barr et le lymphome de Burkitt, en collaboration avec Guy de Thé, qui avait rejoint l'équipe scientifique du CIRC à Lyon. Enfin, il a apporté son appui à plusieurs registres du cancer dans toute la région.

Le Centre régional de Nairobi était représenté en la personne d'Allen Linsell, qui travaillera sans relâche à le développer au plan stratégique, mais aussi dans ses moindres détails. Pour l'anecdote, il promit à John Higginson que le montant de la facture pour l'aménagement des locaux « ne dépasserait 400 £ ». Linsell a en effet supervisé la construction des bâtiments de cet avant-poste du CIRC, inauguré en 1969 par Higginson, avant même que le siège du CIRC n'ait été édifié à Lyon.

Frank Peers et Gregory O'Connor viennent travailler avec Linsell sur le rôle des aflatoxines dans le cancer du foie dont l'étude débute tout juste, avec notamment des enquêtes épidémiologiques conduites au Swaziland qui concernent également l'infection par le virus de l'hépatite B. Le Centre régional de Nairobi va aussi participer aux premières expériences sur le modèle animal du babouin. Linsell dirigera le



*Nouveau bâtiment du Centre régional du CIRC à Nairobi, inauguré en juin 1969.*



*Ambrose Wasunna prit la direction du Centre régional du CIRC à Nairobi en 1975, après le départ d'Allen Linsell pour Lyon.*

Le CIRC avait également choisi d'installer un Centre régional à Singapour – le premier en théorie, puisqu'il fut approuvé fin 1966 et officialisé par l'Université de Singapour pour être inauguré en janvier 1967. Comme Linsell à Nairobi, Calum Muir fut un personnage clé de son développement. Pathologiste à l'Université de Singapour, il voulait mettre en place un registre du cancer. Le pays ne disposait pas d'un tel registre, mais le potentiel était évident, du fait de sa diversité ethnique, avec d'importantes populations de Malais, de Chinois et d'Indiens présentant différents taux d'incidence de cancer. Plus tard, Muir viendra lui aussi à Lyon gonfler les rangs des chercheurs qui ont façonné le CIRC.

Si le Centre régional de Singapour a pu voir le jour, c'est aussi grâce à l'engagement de Kanagaratnam Shanmugaratnam du département de pathologie, qui dirigera le centre pendant de nombreuses années. Les travaux se concentrent sur les cancers du rhinopharynx et du foie (notamment le cholangiosarcome) et la mise en place d'un registre du cancer opérationnel au 1<sup>er</sup> janvier 1968. Les possibilités offertes par le réseau des centres régionaux du CIRC deviennent évidentes quand Linsell s'associe au Centre régional de Singapour pour ses travaux sur le cancer du foie.

Le Centre régional du CIRC à Kingston, en Jamaïque, est le troisième à être installé, fin 1967, grâce à un accord avec l'Université des Antilles, sous la direction de Gerrit Bras, professeur de pathologie. Ce centre va jouer un rôle important dans la mise en place des registres du cancer à Porto Rico, à Aruba, aux Bermudes et en Guyane, ainsi qu'à Curaçao, où l'incidence du cancer de l'œsophage est aussi élevée chez les femmes que chez les hommes.

Le Centre régional du CIRC à Téhéran sera établi un peu plus tard, en 1970, avec un premier accord officiel signé pour son ouverture en 1971. Là, le principal intérêt tient à l'incidence extrêmement élevée, en particulier chez les femmes, du cancer de l'œsophage dans la région du littoral caspien. Les études concernent la consommation d'opium, entre autres facteurs de risque.

L'accord officiel signé avec l'Institut de recherche en santé publique de l'Université de Téhéran comportait des collaborations avec la *Babol Research Station*. Cet accord sera maintenu après la révolution islamique au milieu des années 1970, mais les conditions de travail deviennent difficiles. E. Mahboubi va diriger le Centre régional de Téhéran jusqu'au terme de l'accord officiel, en 1980. Ces dernières années, le CIRC a repris des études dans la région, sans être encore parvenu à des conclusions claires concernant les raisons des taux d'incidence particulièrement élevés de cancer de l'œsophage observés dans ce pays (voir le chapitre « Nutrition, métabolisme et cancer »).

En 1980, après examen de leur fonctionnement, les organes directeurs du CIRC décident de fermer les Centres régionaux. Higginson les en informe et les remercie pour leur travail et leur collaboration pendant toutes ces années. Dès lors, les collaborations s'orientent vers des projets plutôt que des programmes, dans le cadre d'accords de recherche collaborative. La collaboration avec Singapour s'est poursuivie sur ce principe.

